

Bandy Gasy, ou Les Bandits de Madagascar

Tribune – Edito - Soamiely Andriamananjara – 19/12/13

Le 20 décembre 2013 est le jour des élections à Madagascar. Ni Andry Rajoelina, ni Marc Ravalomanana, ne figurent sur le bulletin unique -une condition imposée par la Communauté Internationale. Toutefois, les deux candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle (qui sera jumelée avec les élections législatives) sont perçus comme leurs « proxies » - candidats par procuration. Ainsi, beaucoup de gens ont des sentiments mitigés quant au potentiel de ces élections à mettre fin à la crise politique qui a déjà duré depuis près de cinq ans. Les sceptiques comparent ces élections à un choix entre la peste et le choléra (*Ikotozafy ihany no Lekisisy*). D'autres, encore plus cyniques, considèrent l'élection comme une bataille rangée entre deux gangs de bandits égoïstes, qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts. Nous sommes plutôt optimistes et voudrions bien croire que les deux camps protagonistes se soucient véritablement du bien-être de leurs concitoyens et sont conduits par la noble ambition patriotique.

Cependant, nous trouvons la référence sur les bandits bien intéressante, voire utile, surtout pour expliquer les tendances économiques récentes de Madagascar. Supposons que le régime de Ravalomanana (2003-2008) et celui de Rajoelina (2009-2013) aient effectivement agi comme des bandes de bandits (supposition qui peut être ou ne pas être vraie) ; ils l'auraient fait de manière très différente. Ravalomanana et sa cohorte ont agi comme des « bandes de bandits stationnaires » tandis que Rajoelina et son équipe comme des « hordes de bandits itinérants ». Cette nuance se reflète dans leurs performances sociales et économiques au cours de leurs mandats respectifs. Bien sûr, d'autres facteurs ont influé sur ces performances à savoir les sanctions internationales et la suspension de l'aide publique au développement. Nous proposons simplement, dans cet article, une pièce à rajouter à ce puzzle déjà bien compliqué.

Le concept (emprunté à l'économiste [Mancur Olson](#)) est simple et intuitive. Les « bandits stationnaires » (de l'anglais « stationary bandits », ou *bandy mi-stans* en Malagasy) : les politiciens qui envisagent de rester au pouvoir pendant une période de temps relativement longue, ont intérêt à adopter des politiques visant à obtenir des succès économiques robustes, car ils vont rester au pouvoir assez longtemps pour en profiter. Ils vont prendre (ou voler) à la population, mais pas trop, car ils se rendent compte que plus leurs victimes prospèrent, mieux ils seront. Ils peuvent même réinvestir une partie de leur butin dans l'économie locale. Ce type de leader, bien que motivé par des raisons purement égoïstes, a intérêt à fournir l'ordre public, la protection des droits de propriété et autres biens publics qui augmentent la productivité et la compétitivité. Nous pouvons alors nous attendre à une croissance économique (quoique pas nécessairement soutenue) de ce type de régime, ...

En revanche, les « bandits itinérants » (de « roving bandits », ou *bandy manao tsidi-pahitra*) : les politiciens qui ne sont pas sûrs combien de temps ils seront au pouvoir, ou qui savent qu'ils ne gouverneront que temporairement ou pendant une période transitoire, sont susceptibles d'avoir des tendances plus prédatrices à voler (et détruire) autant que possible et aussi vite qu'ils peuvent, tant qu'ils peuvent (*aza variana na midanaka, fa teo daholo ny olona no naka*). Ce pillage systématique détruit toute incitation à investir et à produire, laissant très peu pour la population, ou même les bandits, à long terme. Le bandit itinérant, par excellence, va tout confisquer (ou voler) de la population, extraire toutes les rentes économiques qu'il peut capturer (mines, bois et autres secteurs extractifs) et ensuite partir avec son butin. Aucune croissance économique n'est attendue de ce type de régime, comme on le voit sur le Graphique au-delà de 2009. Au lieu de cela, elle sera caractérisée par l'accumulation de richesse très rapide par une infime minorité.

Il est possible que si le bandit itinérant gagne assez de force et de légitimité pour contrôler le pays (disons, en remportant l'élection), ses motivations pourront changer. Il pourrait être tenté de rester et se reconvertir en bandit stationnaire. Il trouvera ensuite qu'il est dans son intérêt que le pays prospère autant que possible. Il commencera alors à fournir les biens publics (infrastructure, ordre, sécurité, et même des institutions) qui favorisent la croissance et profitent à l'économie, ce qui, à moyen terme, lui permettra d'augmenter sa part du gâteau.

Le passage d'un régime de bandit itinérant à un régime stationnaire, peut être bienvenu, mais il ne suffit pas à apporter une prospérité soutenue. Pour être sûr, nous sommes convaincus que les régimes bandits ne sont pas

susceptibles à long terme de générer un développement durable. Les bandits stationnaires peuvent bien produire une croissance économique à moyen terme, mais cette croissance sera non-inclusive et injuste à un ingrédient clé du [cycle de Madagascar](#). Tôt ou tard, la population va commencer à exiger des réformes politiques et démocratiques véritables, soit sur la place du 13 mai, soit à travers des élections. Les Malagasy ont besoin de vrais Hommes (ou Femmes) d'Etat et non de bandits. Nous espérons que le vainqueur de l'élection sera en mesure de relever le défi.

(Traduction adaptée d'un article en anglais intitulé « The Bandits of Madagascar » par Soamiely Andriamananjara et Amadou Sy, 18 décembre 2013)

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Bandy-Gasy-ou-Les-Bandits-de,19450.html>